



**PRÉFET  
DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ARRÊTÉ**

**portant prescriptions complémentaires de permis de construire  
valant autorisation environnementale d'exploiter**

**Parc éolien à EPEHY ET VILLERS-FAUCON  
exploité par la SNC Energie Montagne Gaillard**

**LE PRÉFET DE LA SOMME  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

**Vu** le code de l'environnement et notamment l'article R. 181-45 ;

**Vu** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et notamment l'article 15 ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination du préfet de la Somme, M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT ;

**Vu** le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, sous-préfet hors-classe, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 17 mai 2018 portant création d'un traitement de données à caractère personnel relatif au versement ou à la saisie de données brutes de biodiversité dénommé « dépôt légal de données de biodiversité » ;

**Vu** les arrêtés préfectoraux du 11 juillet 2011 autorisant la construire d'un parc éolien à EPEHY et VILLERS-FAUCON ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature principale à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** le certificat d'antériorité délivré le 1<sup>er</sup> octobre 2012 à la société Energie Montagne Gaillard pour l'exploitation d'un parc éolien à EPEHY ET VILLERS-FAUCON ;

**Vu** le dossier acte du 24 janvier 2013 d'une modification du parc éolien exploité par la société Energie Montagne Gaillard à EPEHY ET VILLERS-FAUCON portant sur le déplacement de l'éolienne E5 ;

**Vu** la visite d'inspection réalisée par l'inspection des installations classées le 25 juin 2024 sur le site du parc éolien susvisé ;

**Vu** le rapport de suivi environnemental transmis par l'exploitant par courriel le 30 avril 2024 dans le cadre de la visite d'inspection du 25 juin 2024 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 4 juillet 2024 transmis à l'exploitant par courriel du même jour conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de quinze jours ;

**Vu** le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 5 juillet 2024, reçu le 8 juillet suivant ;

**Vu** les observations formulées par l'exploitant sur ce projet d'arrêté par courrier du 19 juillet 2024 ;

**Considérant ce qui suit :**

1. la SNC Energie Montagne Gaillard est autorisée à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement à EPEHY ET VILLERS-FAUCON, sous couvert du certificat d'antériorité du 1<sup>er</sup> octobre 2012.

2. Dans le cadre de la visite d'inspection du 25 juin 2024, la SNC Energie Montagne Gaillard a transmis le rapport de suivi environnemental. Celui-ci fait état de mortalité concernant la buse variable. Le bureau d'études préconise des mesures qu'il convient d'acter par arrêté préfectoral complémentaire.

3. Afin de vérifier l'efficacité des mesures mises en place, il convient de réaliser un suivi de mortalité pour l'année 2025 qu'il convient d'acter par arrêté préfectoral complémentaire.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

# ARRÊTE

## Article 1 : Objet

La SNC Energie Montagne Gaillard, dont le siège social est situé 29 rue des Rosati - 62000 ARRAS, exploitant un parc éolien à EPEHY et VILLERS-FAUCON, est tenu de respecter les dispositions complémentaires introduites par le présent arrêté.

## Article 2 : Mise en place de mesures pour limiter la mortalité avifaune

Suite aux conclusions du suivi environnemental réalisé du 28 avril au 7 novembre 2023, les mesures suivantes sont mises en place :

- Maintenir une végétation rase au niveau des plateformes des éoliennes. Pendant la période de végétation (du 1<sup>er</sup> avril à fin octobre), la fauche est effectuée une fois par mois ;
- Comblent les trous qui forment des mares temporaires sur le site. Ces travaux sont à réaliser de début octobre à fin février afin d'éviter toute perturbation sur l'avifaune nicheuse en périphérie ou sur les populations d'amphibiens potentiellement reproducteurs dans ces mares ;
- Eloigner tout perchoir potentiel (panneaux d'information Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) à une distance supérieure à 200 mètres en bout de pale. Dans le cas où les panneaux ne peuvent être déplacés pour des raisons de réglementation sur la signalisation de l'éolienne, des systèmes « anti-pigeons » de type fil tendu ou petits pics peuvent être installés sur le dessus du panneau et du piquet ;
- Eviter de disposer des agrainoirs et abreuvoirs pour le gibier à moins de 200 mètres des pales. Une communication est faite auprès de la fédération de chasse de la Somme et des sociétés de chasse locales ;
- Eviter de stocker les tas de fumier ou ballots de paille à moins de 200 mètres en bout de pale. Ces éléments peuvent être utilisés en tant que perchoirs ou de zone d'alimentation par l'avifaune. Une communication est faite auprès des agriculteurs riverains du parc éolien.

## Article 3 : Suivi de mortalité

L'exploitant met en place un suivi de mortalité au cours de l'année 2025 permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs.

Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de

l'arrêté ministériel du 17 mai 2018 susvisé. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé.

#### **Article 4 : Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la cour administrative d'appel de Douai :

- par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés par le code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision.

La cour administrative d'appel de Douai (50 rue de la Comédie - 59500 DOUAI) peut être également saisie via l'application Télérecours citoyens accessible par le site Internet suivant : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le tiers, auteur du recours contentieux ou d'un recours administratif est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

#### **Article 5 : Publicité**

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée dans les mairies d'EPEHY et VILLERS-FAUCON et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché dans les mairies d'EPEHY et VILLERS-FAUCON pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de la Somme ;

3° L'arrêté est publié pendant une durée minimale de quatre mois sur le site Internet des services de l'État dans le département de la Somme, à l'adresse suivante : <https://www.somme.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Eolien/Autres-decisions>.

L'affichage en mairie mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif au contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

### **Article 6 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, la sous-préfète de Péronne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et les maires d'EPEHY ET VILLERS-FAUCON, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Amiens, le **- 9 AOUT 2024**

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général



Emmanuel MOULARD